



## Déclaration du parti FNL sur l'assassinat des religieuses de KAMENGE

1. Le parti FNL se joint à toute la communauté tant nationale qu'internationale pour condamner avec la dernière énergie l'assassinat sauvage de trois religieuses d'origine italiennes dans la capitale du Burundi, Bujumbura, ce dimanche du 07 septembre 2014. Ce crime vient s'ajouter malheureusement à plusieurs autres qui ont déjà endeuillé la communauté des expatriés venus apporter leur aide au peuple Burundais dans ses besoins multiples. Que leurs familles, leur congrégation et toute l'Eglise catholique reçoivent ainsi nos profondes condoléances les plus attristées.
2. La mort des trois religieuses est pour nous loin d'être un cas isolé. Au-delà de simples déclarations, les autorités burundaises devraient faire connaître au monde les mobiles de tous ces crimes. Cette mort atroce est consécutive à une série de discours et d'actions menées par les partis de la mouvance présidentielle sur terrain et qui montrent assez bien que les relations du gouvernement CNDD-FDD avec la communauté internationale se détériorent au jour le jour. Dans un contexte pareil, il n'est pas exclu que la partie burundaise fasse recours à des actes d'intimidation déguisés en représailles à peine cachées.
3. Tenez, en date du 31 août 2014, monsieur Jacques BIGIRIMANA, le président de l'aile fantôme du « parti FNL » se trouvant dans les bonnes grâces du CNDD-FDD, a organisé à MUHUTA, dans la province de Bujumbura rural, une marche manifestation des miliciens, sous haute protection de la police nationale. Son message était unique, clair et sans équivoque, envoyé sur un ton menaçant aux euro-américains, accusés de vouloir imposer un certain Agathon RWASA comme leader aux « *institutions totalement Hutu du Burundi* ». Ces « *Blancs* » Américains et Européens, clamait-il, seront combattus, par tous les moyens. C'est un message véhiculant la haine non seulement ethnique, mais aussi xénophobe et raciale. Une véritable déclaration de guerre contre les étrangers qui dénoncent la dérive dictatoriale d'un régime en mal d'arguments et de popularité!
4. Pour mémoire, quand la campagne baptisée en swahili « SAFISHA » (*épuration ou nettoyage en français*) fut lancée en 2011, le même Jacques BIGIRIMANA portait le drapeau, devant les miliciens et les policiers du puissant Général Adolphe NSHIMIRIMANA. Il avait le dernier mot sur des milliers de membres du FNL à

assommer par ces hordes de tueurs. Ceux qui ont survécu à cette campagne le doivent, en grande partie, aux interventions risquées du vaillant activiste et défenseur des droits de l'homme, Pierre Claver MBONIMPA, aujourd'hui cloué dans les tristes célèbres geôles de MPIMBA, à MUSAGA.

5. Au parti FNL, nous tendons la main à la communauté internationale, à travers l'Organisation des Nations Unies représentée par le BNUB à Bujumbura, pour qu'elle mette à l'agenda de ses priorités la question sécuritaire au Burundi, à la veille des élections de 2015. Nous ne pouvons plus faire confiance à une police qui, de MUYINGA en 2006, GATUMBA le 18/09/2011, KIREMBA le 27/11/2011, KAMENGE le 07 septembre 2014, en passant par des tas de cadavres isolés, n'a jamais mis la main sur les criminels visiblement organisés et décidés à continuer. Deux législatures d'assassinats jamais élucidés, pour une police soit disant professionnelle ?
6. Compte tenu de tout ce qui précède, nous adressons formellement notre requête au Haut-Commissaire des Nations Unies pour les droits de l'Homme de tout mettre en œuvre pour mener une enquête approfondie et indépendante sur les cas d'assassinats ci-haut répertoriés, qualifier les crimes et traduire les coupables devant les juridictions compétentes. Nous insistons particulièrement sur le cas de feu Datus NSHIMIRIMANA, un des hauts responsables du FNL proches d'Agathon RWASA, enlevé le soir du 11 mai 2014 et retrouvé mort quelques minutes après, ainsi que celui des trois sœurs italiennes froidement exécutées ce 07 septembre 2014.

Nous fondons notre requête sur l'incapacité déjà avérée des juridictions nationales burundaises en général, celle de la police nationale en particulier, de travailler à la satisfaction de la population et de la communauté internationale.

Fait à Bujumbura, le 10 septembre 2014

Pour le parti FNL

Aimé MAGERA, porte parole